

*Ce communiqué ne constitue pas une offre d'acquisition de titres. Le projet d'offre, le projet d'information et le projet de note en réponse restent soumis à l'examen de l'Autorité des Marchés Financiers*

**COMMUNIQUE DE PRESSE DU 28 OCTOBRE 2020  
RELATIF AU DEPOT DU PROJET DE NOTE EN REPONSE A L'OFFRE PUBLIQUE DE RETRAIT SUIVIE  
D'UN RETRAIT OBLIGATOIRE VISANT LES ACTIONS DE LA SOCIETE**

**LAFUMA GROUPE**

INITIEE PAR

**CALIDAGROUP**



AUTORITÉ  
DES MARCHÉS FINANCIERS

Le présent communiqué de presse a été établi et diffusé par Lafuma SA le 28 octobre 2020 conformément aux dispositions de l'article 231-26 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF »)

**Le projet d'offre, le projet de note d'information et le projet de note en réponse restent soumis à l'examen de l'AMF.**

Le projet de note en réponse (le « **Projet de Note en Réponse** ») est disponible sur le site internet de la société Lafuma SA (<http://www.groupe-lafuma.com>) ainsi que sur celui de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)) et peut être obtenu sans frais au siège social de LAFUMA sis 3, Impasse les Prairies à Annecy-le-Vieux (74940).

Conformément aux dispositions de l'article 231-28 du règlement général de l'AMF, les informations relatives aux caractéristiques, notamment juridiques, financières et comptables de la société LAFUMA seront déposées auprès de l'AMF et mises à la disposition du public, au plus tard la veille de l'ouverture de l'offre publique de retrait, dans les mêmes conditions.

Un communiqué sera diffusé, au plus tard la veille de l'ouverture de l'offre publique de retrait, pour informer le public des modalités de mise à disposition de ces documents.

## 1. RAPPEL DES PRINCIPAUX TERMES ET CONDITIONS DE L'OFFRE

### 1.1 Présentation de l'Offre

En application du Titre III du Livre II, et plus particulièrement des articles 231-13, 236-3 et 237-1 du règlement général de l'AMF (le « **Règlement général de l'AMF** »), Société Générale (l'« **Etablissement Présentateur** »), agissant pour le compte de la société Calida Holding AG, société de droit suisse, au capital de 825.735,10 CHF, dont le siège social est situé Bahnstrasse, 6208 Oberkirch (Suisse), immatriculée au registre du commerce du Canton de Lucerne (Suisse) sous le numéro CHE-100.688.224 (l'« **Initiateur** »), a déposé le 2 octobre 2020 auprès de l'AMF un projet d'offre publique de retrait (l'« **Offre Publique de Retrait** ») qui sera suivie de la mise en œuvre d'une procédure de retrait obligatoire (le « **Retrait Obligatoire** », et, avec l'Offre Publique de Retrait, l'« **Offre** ») dont les conditions sont décrites dans le projet de note d'information préparé par l'Initiateur (le « **Projet de Note d'Information** ») et au paragraphe 1.3 du projet de note en réponse préparé par Lafuma SA (le « **Projet de Note en Réponse** »), portant sur les actions de la société Lafuma SA, société anonyme à conseil d'administration au capital de 56.885.352 euros divisé en 7.110.669 actions ordinaires de 8 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées, dont le siège social est sis au 3 Impasse des Prairies – 74940 Annecy-le-Vieux, et immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 380 192 807 RCS Annecy (« **Lafuma** » ou la « **Société** »), et dont les actions sont admises aux négociations sur le compartiment C du marché réglementé d'Euronext à Paris (« **Euronext Paris** ») sous le code ISIN FR0000035263 (mnémonique : LAF) (les « **Actions** »), au prix de 17,99 euros par Action (le « **Prix d'Offre par Action** »).

Les actions de l'Initiateur sont admises aux négociations sur SIX Swiss Exchange. Conformément à l'article 231-28 du Règlement général de l'AMF, les autres informations relatives aux caractéristiques notamment juridiques, financières et comptables de l'Initiateur feront l'objet d'un document spécifique déposé auprès de l'AMF et mis à la disposition du public selon des modalités propres à assurer une diffusion effective et intégrale, au plus tard la veille de l'ouverture de l'Offre Publique de Retrait.

L'Initiateur détient à la date du Projet de Note en Réponse, 6.648.279 Actions représentant 93,50% du capital et des droits de vote théoriques de la Société<sup>1</sup> (soit 93,61% des droits de vote réels)<sup>2</sup>.

Conformément aux dispositions de l'article 231-6 du Règlement général de l'AMF, l'Offre porte sur la totalité des Actions en circulation et non encore détenues directement ou indirectement par l'Initiateur (soit, à la connaissance de la Société, 454.096 Actions à la date du Projet de Note en Réponse), à l'exclusion des 8.294 Actions auto-détenues par la Société.

A la date du Projet de Note en Réponse, il n'existe aucun titre de capital, ni aucun instrument financier émis par la Société ou droit conféré par la Société pouvant donner accès, immédiatement ou à terme, au capital ou aux droits de vote de la Société, autres que les Actions.

---

<sup>1</sup> Sur la base d'un nombre total de 7.110.669 actions représentant autant de droits de vote théoriques en application de l'article 223-11 alinéa 2 du règlement général de l'AMF.

<sup>2</sup> Sur la base d'un nombre total de 7.102.375 droits de vote réels.

Dans la mesure où l'Initiateur détient plus de 90% du capital et des droits de vote de la Société, le projet d'Offre Publique de Retrait sera immédiatement suivi d'un Retrait Obligatoire visant la totalité des Actions de la Société non encore détenues par l'Initiateur, selon la procédure prévue aux articles L.433-4 II du Code monétaire et financier, et 237-1 et suivants du Règlement général de l'AMF. Dans le cadre du Retrait Obligatoire, les actions de la Société non apportées à l'Offre Publique de Retrait, à l'exception des 8.294 actions auto-détenues par la Société, seront transférées à l'Initiateur, moyennant une indemnisation en numéraire égale au Prix d'Offre par Action (soit 17,99 euros par Action), nette de tout frais.

La durée de l'Offre Publique de Retrait sera de 10 jours de négociation.

## **1.2 Contexte de l'Offre**

L'Offre intervient à la suite du renforcement continu par l'Initiateur, actionnaire majoritaire de la Société depuis le 23 décembre 2013, de sa participation dans le capital de la Société, franchissant successivement les seuils de 91,84%<sup>3</sup> et 93,50%<sup>4</sup> du capital et des droits de vote théoriques de la Société les 30 octobre 2019 et 23 janvier 2020, respectivement, au prix de 17,99 euros par action.

En outre, le groupe Lafuma a procédé pendant cette même période aux cessions de la marque Eider et de la filiale Oxbow. Le périmètre du groupe est ainsi recentré autour de l'Outdoor (avec les marques Millet et Lafuma) et du Mobilier (marque Lafuma Mobilier).

C'est dans ce contexte que l'Initiateur a décidé de lancer l'Offre.

## **1.3 Termes de l'Offre**

L'Offre Publique de Retrait sera ouverte pendant 10 jours de négociation. Dans le cadre de cette Offre Publique de Retrait, l'Initiateur s'engage irrévocablement, pendant cette période de 10 jours de négociation, en application de l'article 236-1 du règlement général de l'AMF, à acquérir auprès des actionnaires de Lafuma la totalité des Actions qui seront apportées à l'Offre Publique de Retrait, au Prix d'Offre par Action. Le Prix d'Offre par Action sera de 17,99 € par Action apportée.

Dans le cadre du Retrait Obligatoire, les actions non détenues par l'Initiateur qui n'auront pas été présentées à l'Offre Publique de Retrait (à l'exception des actions autodétenues par la Société) lui seront transférées, moyennant une indemnisation égale au Prix de l'Offre, nette de tout frais soit 17,99 euros par Action.

Les termes de l'Offre sont décrits de manière plus exhaustive dans la section 1.4 « *Rappel des termes de l'Offre* » du Projet de Note en Réponse.

## **1.4 Nombre et nature des titres visés par l'Offre**

Conformément aux dispositions de l'article 231-6 du Règlement général de l'AMF, l'Offre porte sur la totalité des Actions en circulation et non encore détenues directement ou indirectement par l'Initiateur (soit, à la connaissance de la Société, 454.096 Actions à la date du Projet de Note en Réponse), à l'exclusion des 8.294 actions auto-détenues par la Société, qui sont assimilées aux Actions détenues par l'Initiateur en application des dispositions de l'article L.233-9, I 2° du Code de commerce.

---

3AMF, déclaration de franchissement de seuils n° 2019C2126 du 31 octobre 2019 et déclaration des dirigeants n° 2019DD657255 du 31 octobre 2019.

4 AMF, déclaration des dirigeants n° 2020DD666520 du 27 janvier 2020.

*Ce communiqué ne constitue pas une offre d'acquisition de titres. Le projet d'offre, le projet d'information et le projet de note en réponse restent soumis à l'examen de l'Autorité des Marchés Financiers*

Soit, à la date du Projet de Note en Réponse, un nombre de 454.096 Actions déterminé comme suit :

Actions existantes	7.110.669
Moins les Actions détenues par l'Initiateur	6.648.279
Moins les Actions autodétenues	8.294

A l'exception des Actions, il n'existe aucun autre droit en cours de validité, titre de capital ou instrument financier émis par Lafuma susceptibles de donner, immédiatement ou à terme, accès au capital social ou aux droits de vote de Lafuma.

## 2. AVIS MOTIVE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LAFUMA SA

Conformément aux dispositions de l'article 231-19 du Règlement général de l'AMF, les membres du conseil d'administration de Lafuma se sont réunis le 27 octobre 2020 afin d'examiner les termes et conditions du projet d'Offre Publique de Retrait suivie d'un Retrait Obligatoire initiée par Calida AG Holding sur les titres de la Société.

Etaient présents par des moyens de télécommunication Monsieur Reiner Pichler, Calida Holding AG représentée par son représentant permanent, Monsieur Sacha Gerber, Madame Caroline Barbéry-Mebrouk, Madame Carine Rosière, Monsieur Jean-Pierre Millet, Monsieur Daniel Gemperle représenté par Madame Caroline Barbéry-Mebrouk et Madame Manuel Ottiger représentée par Madame Carine Rosière.

Monsieur Reiner Pichler étant intéressé à l'Offre en raison de ses fonctions de Chief Executive Officer de Calida Holding AG a indiqué, en début de séance, qu'il ne pourrait pas participer aux discussions et au vote sur l'avis motivé. Il a en conséquence demandé au conseil d'administration de désigner un président de séance. Le conseil d'administration a, à l'unanimité, désigné Madame Caroline Barbéry-Mebrouk, administratrice indépendante, en qualité de président de séance.

Monsieur Reiner Pichler et Calida Holding AG, représentée par Monsieur Sacha Gerber se sont ensuite retirés de la séance avant la présentation par l'expert indépendant de son rapport.

Monsieur Daniel Gemperle et Madame Manuela Ottiger, respectivement *Chief Operating Officer* et *Chief Human Resources Officer* de Calida Holding AG et dont les fonctions d'administrateur avaient été proposées par Calida Holding AG, en situation de conflit d'intérêt potentiel, ont donné pouvoir respectivement à Madame Caroline Barbéry-Mebrouk et à Madame Carine Rosière. Monsieur Jean-Pierre Millet, actionnaire de Calida Holding AG, a indiqué être lui aussi en situation de conflit d'intérêt potentiel et en conséquence a précisé qu'il voterait dans le sens du vote exprimé par Madame Caroline Barbéry-Mebrouk.

L'avis motivé du conseil d'administration sur l'intérêt que présente l'Offre pour Lafuma, ses actionnaires et ses salariés, tel que reproduit ci-dessous, a été adopté à l'unanimité.

Le conseil d'administration de Lafuma a rendu l'avis suivant :

*« Le conseil d'administration de Lafuma s'est réuni le 27 octobre 2020.*

*« Le Président de séance rappelle aux membres du Conseil d'administration qu'ils ont été convoqués dans le cadre du projet d'offre publique de retrait qui sera suivie d'un retrait obligatoire, qui a été déposé par Calida Holding AG (l'« **Initiateur** »), au prix de 17,99 euros par action (l'« **Offre** »).*

*Ce communiqué ne constitue pas une offre d'acquisition de titres. Le projet d'offre, le projet d'information et le projet de note en réponse restent soumis à l'examen de l'Autorité des Marchés Financiers*

*Le Président de séance indique qu'il appartient au conseil d'administration, en application de l'article 231-19 4° du règlement général de l'AMF, d'émettre un avis motivé sur l'intérêt de l'Offre et sur les conséquences de celle-ci pour la Société, ses actionnaires et ses salariés.*

*Le Président de séance rappelle qu'ont été mis à la disposition des administrateurs, préalablement à la réunion :*

- le projet de note d'information de l'Initiateur contenant les motifs de l'offre, les intentions de l'Initiateur, les termes et modalités de l'offre (dont son calendrier), les accords susceptibles d'avoir une influence sur l'appréciation ou le résultat de l'offre, ainsi que les éléments d'appréciation des termes de l'offre, et du projet de note en réponse de Lafuma ;*
- le projet de note en réponse de Lafuma contenant notamment toute clause d'accord conclu par les personnes concernées ou leurs actionnaires susceptibles d'avoir une incidence sur l'appréciation de l'Offre ou sur son issue et les éléments mentionnés à l'article L.225-37-5 du Code de commerce ;*
- le rapport de l'expert indépendant, le cabinet Ledouble (l' « **Expert Indépendant** »), sur le caractère équitable des conditions financières de l'Offre, en date du 27 octobre 2020.*

*Le conseil d'administration constate que l'Offre vise la totalité des actions Lafuma existantes non détenues directement ou indirectement par l'Initiateur, soit, à la date du projet de note d'information, un nombre de 454 096 actions, à l'exclusion des actions auto-détenues par la Société, soit 8 294 actions, représentant 6,39% du capital de la Société.*

*Processus et fondement de la désignation de l'Expert Indépendant.*

*Le conseil d'administration rappelle qu'il a été informé d'un potentiel projet d'offre publique de retrait suivie d'un retrait obligatoire par Calida Holding AG au cours de sa réunion du 27 juillet 2020 et a confié dans ce cadre à Madame Caroline Barbéry-Mebrouk, seule administratrice indépendante, le choix de l'expert indépendant chargé d'établir un rapport sur le caractère équitable des conditions financières du projet d'offre, dans l'éventualité où Calida Holding AG confirmerait son intention de déposer un projet d'offre. Le fondement de la désignation d'un expert indépendant résulte des articles 236-1 I 1° (l'initiateur détient déjà le contrôle de la cible) et 236-1 II (l'initiateur souhaite mettre en œuvre une procédure de retrait obligatoire) du règlement général de l'AMF.*

*Madame Caroline Barbéry-Mebrouk, avec l'aide de Madame Carine Rosière, secrétaire générale et administratrice de Lafuma, et d'un conseil juridique, a procédé à un appel d'offres au cours duquel trois cabinets d'expertise ont été informés de manière précise et complète de la mission envisagée, des termes et modalités de cette mission, de son fondement réglementaire, ainsi que des situations de conflit d'intérêt identifiées. Ces trois cabinets ont chacun préparé un document présentant (i) une déclaration d'indépendance, (ii) les moyens humains qu'ils déploieraient pour cette mission, (iii) les moyens matériels dont ils disposent, incluant notamment l'accès à des bases de données financières et des études sectorielles, (iv) leur adhésion à une association reconnue par l'AMF en application des articles 263-1 et suivants de son règlement général, (v) leur expérience en matière d'expertise indépendante et (vi) leur proposition d'honoraires. Ils ont tous les trois été auditionnés.*

*Ce communiqué ne constitue pas une offre d'acquisition de titres. Le projet d'offre, le projet d'information et le projet de note en réponse restent soumis à l'examen de l'Autorité des Marchés Financiers*

*A l'issue de ces auditions, Madame Caroline Barbéry-Mebrouk a choisi le cabinet Ledouble, compte tenu de son expérience, notamment dans le domaine d'activité de Lafuma, sa réputation professionnelle, des moyens humains qu'il a proposé de mettre à la disposition de la mission, du montant des honoraires proposés et de l'expérience de ce cabinet en matière d'échanges avec les actionnaires minoritaires, ce dernier élément lui ayant semblé important dans un contexte de retrait obligatoire.*

*Le collège de l'AMF réunit le 15 septembre 2020 ne s'étant pas opposé à cette désignation en application de l'article 261-1-I de son règlement général et de l'article 2 de l'instruction AMF 2006-08, le conseil d'administration a décidé le 16 septembre 2020 de désigner le cabinet Ledouble, représenté par Madame Agnès Piniot et Monsieur Sébastien Sancho, en qualité d'Expert Indépendant, en application des articles 261-1 I 1° et 261-1 II du règlement général de l'AMF.*

*Principales diligences accomplies aux fins de la préparation de cet avis motivé et plan d'affaires transmis :*

*Le conseil d'administration du 27 juillet 2020 a confié à Madame Caroline Barbéry-Mebrouk, avec l'aide de Madame Carine Rosière, les pouvoirs pour effectuer les diligences visées par les recommandations de l'AMF :*

- remise du plan d'affaires validé par le conseil d'administration,*
- définition avec l'Expert Indépendant du temps nécessaire à l'étude du dossier,*
- surveillance du bon déroulement de la mission d'expertise des diligences de l'expert,*
- s'assurer que la qualité des informations données par l'expertise est satisfaisante,*
- permettre aux actionnaires minoritaires qui le souhaitent d'obtenir des compléments d'information.*

*Le conseil d'administration a également confié à Madame Caroline Barbéry-Mebrouk, avec l'aide de Madame Carine Rosière, la mission de préparer l'avis motivé du conseil d'administration.*

*Dans ce cadre, Madame Carine Rosière s'est entretenue quasi-quotidiennement par téléphone avec l'Expert Indépendant afin de lui transmettre l'ensemble des éléments nécessaires à sa mission. Elle a notamment transmis à l'Expert Indépendant le SBP - Plan d'affaires Stratégique 2020-2021, approuvé par le conseil d'administration du 22 juillet 2019 ainsi que le forecast 1 – 2020 (reprévision de l'année 2020 pour prise en compte des effets de la pandémie de COVID19 sur les activités du Groupe) soumis au conseil d'administration du 27 juillet 2020. Par ailleurs, compte tenu de la pandémie de Covid-19 et des opérations de cession intervenues depuis le début de l'année, il avait été convenu lors du conseil d'administration du 27 juillet 2020 que les directeurs des Pôles d'activités (Business Units – BU) Montagne et Mobilier devaient travailler sur des estimations à jour de chiffres d'affaires afin d'être en mesure de montrer le plan de croissance attendu après prise en compte de la crise sanitaire et de son impact économique, le processus d'élaboration du budget 2021 et d'un nouveau Strategic Business Plan (SBP) devant se terminer fin novembre, afin que ces deux éléments puissent être présentés et débattus lors du conseil d'administration du 10 décembre 2020. Les deux directeurs de pôles ont transmis leurs éléments de mise à jour à Madame Carine Rosière début septembre. Madame Carine Rosière a en conséquence transmis à l'Expert Indépendant ces éléments, comprenant le plan de croissance 2021/2025 pour la BU Montagne ainsi que les amendements au plan de croissance de la BU Mobilier (SBP 2021-2022) et le plan d'affaires 2023-2025.*

*Ce communiqué ne constitue pas une offre d'acquisition de titres. Le projet d'offre, le projet d'information et le projet de note en réponse restent soumis à l'examen de l'Autorité des Marchés Financiers*

*Un premier point d'étape a été effectué le 16 septembre 2020 entre Madame Caroline Barbery-Mebrouk, Madame Carine Rosière, l'Expert Indépendant et le conseil juridique de Lafuma afin de passer en revue la liste des documents et informations demandés par l'Expert Indépendant.*

*Au cours d'un deuxième point intervenu le 24 septembre 2020, qui avait pour objet le plan d'affaires, il est apparu nécessaire de soumettre au conseil d'administration, pour approbation, le plan de croissance 2021/2025 pour la BU Montagne ainsi que les amendements au plan de croissance de la BU Mobilier (SBP 2021-2022) et le plan d'affaires 2023-2025. Ceci afin de permettre à l'Expert Indépendant de disposer d'un plan d'affaires approuvé par le conseil d'administration représentant, conformément à la réglementation applicable, la meilleure estimation possible des prévisions de la société, couvrant l'ensemble des données prévisionnelles pertinentes.*

*Un conseil d'administration a en conséquence été convoqué pour le 30 septembre 2020. Madame Carine Rosière a exposé à ce conseil d'administration que le Strategic Business Plan (SBP) 2020/2022 de la BU Montagne n'était plus réaliste en raison de trois événements importants survenus depuis son élaboration, à savoir : la vente des droits de propriété intellectuelle de la marque EIDER, l'arrêt de la distribution de la marque Millet en Chine par l'intermédiaire de la filiale MOP de Lafuma, et l'impact de la crise de la pandémie de COVID 19. Le Forecast 1 - 2020 de la BU Montagne a lui été considéré comme restant valable, bien qu'il ne tienne pas compte de l'arrêt de la distribution en Chine, sous sa forme actuelle. Un nouveau plan de croissance 2021/2025 fait apparaître que le chiffre d'affaires prévu pour 2020 au SPB initial, ne serait atteint qu'en 2024 et que la croissance attendue en 2022 ne serait atteinte qu'en 2023. L'EBIT attendu dans le SBP initial en 2020 n'atteindrait le taux prévu qu'en 2021. Concernant la BU Mobilier, Madame Carine Rosière a indiqué que le SPB 2020/2022 n'était pas remis en cause dans sa structure, mais que la croissance était freinée par la pandémie de COVID 19.*

*Après discussion, le conseil d'administration du 30 septembre 2020 a, à l'unanimité, approuvé les projections actualisées.*

*A la suite du dépôt par l'Initiateur de son projet de note d'information, Madame Caroline Barbery-Mebrouk et Madame Carine Rosière ont vérifié, par l'intermédiaire du conseil juridique de la Société, que l'Expert Indépendant prenait bien en compte les intentions et objectifs déclarés par l'Initiateur dans son Projet de Note d'Information et notamment (i) le fait que l'Initiateur se soit réservé le droit de procéder ultérieurement à des cessions d'actif ou de filiales afin de poursuivre le recentrement de son activité sur certaines marques, et (ii) les intentions déclarées par l'Initiateur en matière de distribution de dividendes.*

*Un troisième point d'étape a été fait avec l'Expert Indépendant le 16 octobre 2020 au cours duquel l'Expert Indépendant a présenté sa revue détaillée des données et des tendances du plan d'affaires ainsi que les méthodes d'évaluations financières utilisées et les principaux indicateurs financiers analysés.*

*En parallèle, il a été demandé à l'Initiateur s'il avait à ce jour un projet de recentrement des activités du groupe Lafuma sur certaines marques au-delà de ce qui avait été effectué au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2020 et si oui, si celui-ci pourrait avoir un impact sur l'emploi ou les salariés. L'initiateur a indiqué que comme tout groupe de cette taille, il étudiait sur une base continue les évolutions possibles de sa stratégie et de son périmètre et que ceci était d'autant plus important dans le contexte de pandémie mondiale qui rebat les cartes de nombreux secteurs et de nombreux marchés. Dans ces circonstances l'Initiateur souhaite se réserver toutes les options et opportunités ouvertes.*

*Ce communiqué ne constitue pas une offre d'acquisition de titres. Le projet d'offre, le projet d'information et le projet de note en réponse restent soumis à l'examen de l'Autorité des Marchés Financiers*

*Puis l'Expert Indépendant a communiqué le 21 octobre 2020 à Madame Caroline Barbéry-Mebrouk, Madame Carine Rosière et le conseil juridique de Lafuma ses conclusions préliminaires sur le caractère équitable des conditions financières de l'Offre.*

*Le projet de rapport de l'Expert Indépendant a été adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration le 23 octobre 2020, en amont du conseil d'administration devant statuer sur l'Offre, le 27 octobre 2020.*

### **Conclusions du Rapport de l'Expert Indépendant**

*Le cabinet Ledouble a remis son rapport le 27 octobre 2020 :*

*« À l'issue de nos travaux d'évaluation de l'Action, nous notons que :*

- > le Prix d'Offre est identique à celui retenu dans le cadre des Acquisitions de Blocs réalisées par l'Initiateur avant la survenance de la crise sanitaire liée au Covid-19, qui a affecté l'activité et la rentabilité de Lafuma ;*
- > le Prix d'Offre extériorise une prime<sup>5</sup> sur les valeurs centrales ressortant de l'ensemble de nos critères et méthodes d'évaluation, à l'exception du CMPV 12 mois qui ressort à 18,1 € dans la mesure où il ne reflète que partiellement les effets de la crise sanitaire, et qu'il représente dès lors une valeur haute<sup>6</sup>.*

*(...)*

*À l'issue de nos travaux d'évaluation de l'Action, nous sommes d'avis que le Prix d'Offre de 17,99 € est équitable d'un point de vue financier pour les actionnaires de Lafuma apportant leurs titres à l'offre publique de retrait suivie d'un retrait obligatoire. »*

*Principales observations écrites d'actionnaires reçues dans les conditions prévues par la réglementation boursière*

*Néant*

### **Conclusions du Conseil d'administration**

*Au vu du projet de note d'information de Calida Holding AG et du rapport de l'Expert Indépendant, le conseil d'administration, à l'unanimité, a tout d'abord constaté que :*

- L'Initiateur détient à ce jour 6.648.279 actions de la Société, auxquelles sont attachés autant de droits de vote, représentant 93,50 % du capital social et 93,61 % des droits de vote réels de la Société.*
- Le prix de l'Offre est de 17,99 euros par action et la durée de l'Offre est fixée à 10 jours de négociation.*
- Dans la mesure où l'Initiateur détient plus de 90% du capital et des droits de vote de la Société, le projet d'Offre Publique de Retrait sera immédiatement suivi d'un Retrait Obligatoire visant la totalité des actions de la Société non encore détenues par l'Initiateur, selon la procédure prévue aux articles L.433-4 II du Code monétaire et*

---

<sup>5</sup> Pour mémoire, nous avons évalué à moins de 0,6 € par Action le gain économique correspondant à la suppression de la cotation des titres de la Société (§ 1.2.3), par une capitalisation à l'infini de cette économie annuelle selon les mêmes paramètres que ceux retenus pour l'évaluation de l'Action en DCF (§ 3.5.1.3 et § 3.5.1.4) ; nous considérons que cet upside est couvert par les primes susmentionnées.

<sup>6</sup> Pour la même raison, le cours de bourse le plus haut constaté sur les douze derniers mois précédant l'annonce de l'Offre ressort à un niveau supérieur au Prix d'Offre.



*Ce communiqué ne constitue pas une offre d'acquisition de titres. Le projet d'offre, le projet d'information et le projet de note en réponse restent soumis à l'examen de l'Autorité des Marchés Financiers*

*financier, et 237-I et suivants du règlement général de l'AMF, à l'exception des actions autodétenues par la Société.*

- *Dans le cadre du Retrait Obligatoire, seront transférées à l'Initiateur, moyennant une indemnisation en numéraire égale au prix d'Offre par action (soit 17,99 euros par action), nette de tout frais, les actions non apportées à l'Offre Publique de Retrait (à l'exception des actions auto-détenues par la Société).*
- *Aucune question ni remarque n'a été reçue par la Société, par l'Expert Indépendant, ou, à la connaissance de la Société, par l'AMF, de la part des actionnaires minoritaires de la Société concernant le projet d'Offre depuis le dépôt du projet de note d'information de l'Initiateur.*
- *Ni l'Initiateur ni la Société n'a connaissance d'un accord et n'est partie à un accord susceptible d'avoir une incidence sur l'appréciation de l'Offre ou son issue.*
- *L'Initiateur a fait part des intentions suivantes concernant l'intérêt de l'Offre pour la Société et les salariés pour les 12 prochains mois :*
  - *L'Initiateur considère que la sortie de la cote de la Société permettra de simplifier le fonctionnement de la Société et notamment de supprimer les coûts et contraintes liés à la cotation (communication financière et audit notamment).*
  - *Stratégie et politique industrielle, commerciale et financière : la Société a récemment mis en oeuvre une stratégie de cession de certaines des filiales et certains actifs du groupe en vue de se recentrer sur son coeur d'activité (cession par Millet Mountain Group de sa marque Eider et cession par Lafuma d'Oxbow). L'Initiateur se réserve le droit de procéder ultérieurement à d'autres cessions afin de poursuivre le recentrement de son activité sur certaines marques.*
  - *Intentions de l'Initiateur en matière d'emploi : l'Offre ne devrait pas avoir d'incidence sur la politique poursuivie par la Société en matière d'effectifs et de gestion des ressources humaines, à l'exception des transferts d'emplois qui pourraient intervenir en cas de cessions ultérieures d'actifs ou de filiales du groupe. Ainsi, la cession de la marque Eider s'est accompagnée de la mise en oeuvre par Millet Mountain Group d'un plan de sauvegarde aux termes duquel 36 salariés ont quitté le groupe.*
  - *Fusion et réorganisation juridique : L'Initiateur n'envisage pas, à la date du projet de note d'information, de procéder à une fusion entre l'Initiateur et la Société. Toutefois, il se réserve la possibilité d'étudier une éventuelle fusion de la Société avec d'autres entités du groupe Calida ou tout transfert d'actifs, y compris par voie d'apports entre la Société et l'Initiateur (ou toute autre entité du groupe Calida). Il se réserve également la possibilité de procéder à toute autre réorganisation de la Société.*
- *S'agissant de l'intérêt de l'Offre pour les actionnaires de la Société, l'initiateur a mis en avant les éléments suivants :*
  - *L'Offre permet aux actionnaires minoritaires de Lafuma de bénéficier d'une liquidité immédiate au prix de 17,99 euros par action, soit à un prix identique à celui des acquisitions d'actions Lafuma effectuées en 2019 et 2020, avant le déclenchement de la crise du COVID-19. Ce prix extériorise une prime de 5,76% par rapport à la moyenne des cours de bourse, pondérée par les volumes de transactions, pendant les soixante jours de négociation précédant l'annonce de l'Offre qui s'élève à 17,99 euros.*

*Ce communiqué ne constitue pas une offre d'acquisition de titres. Le projet d'offre, le projet d'information et le projet de note en réponse restent soumis à l'examen de l'Autorité des Marchés Financiers*

- *Politique de distribution de dividendes : la politique de distribution de dividendes sera déterminée en fonction de la capacité distributrice de la Société, sa situation financière et des besoins financiers.*

**Avis motivé du Conseil d'administration**

*Sur la base des objectifs et intentions exprimés par l'Initiateur, des conclusions du rapport de l'Expert Indépendant, le conseil d'administration a rendu à l'unanimité l'avis motivé suivant quant à l'intérêt de l'Offre et les conséquences de celle-ci pour la Société, ses actionnaires et ses salariés. Le conseil d'administration :*

- *prend acte de ce que l'Expert Indépendant, après avoir procédé à une approche multicritère en vue de l'évaluation de la Société, conclut au caractère équitable de l'Offre d'un point de vue financier pour les actionnaires minoritaires ;*
- *prend acte de ce que, l'Initiateur détenant plus de 90% du capital et des droits de vote de la Société, le projet d'Offre Publique de Retrait sera suivi d'un Retrait Obligatoire visant la totalité des actions de la Société non encore détenues par l'Initiateur (à l'exception des actions auto-détenues par la Société) ;*
- *prend acte que le Retrait Obligatoire entraînera la radiation des actions d'Euronext permettant de simplifier le fonctionnement de la Société et notamment de supprimer les coûts et contraintes liés à la cotation ;*
- *prend acte que l'Initiateur a indiqué se réserver le droit de procéder ultérieurement à d'autres cessions afin de poursuivre le recentrement de son activité sur certaines marques.*
- *prend acte que selon l'Initiateur l'Offre ne devrait pas avoir d'incidence sur la politique poursuivie par la Société en matière d'effectifs et de gestion des ressources humaines, à l'exception des transferts d'emplois qui pourraient intervenir en cas de cessions ultérieures d'actifs ou de filiales du groupe ;*
- *considère que l'Offre représente une opportunité pour les actionnaires minoritaires de bénéficier d'une liquidité significative, immédiate et intégrale dans des conditions de prix égales à celles offertes en 2019 et début 2020 à deux actionnaires détenant ensemble 5,80% du capital et considérées comme équitables par l'Expert Indépendant ;*
- *considère en conséquence que l'Offre est conforme aux intérêts des actionnaires minoritaires ;*
- *considère que la radiation des actions de la Société de la cote permettra de simplifier le fonctionnement de la Société et notamment de supprimer les coûts et contraintes liés à cette cotation ;*
- *considère que l'Initiateur détenant déjà le contrôle de la Société, il en fixe d'ores et déjà la stratégie ;*
- *considère en conséquence que le projet d'Offre, tel que décrit dans le Projet de Note d'Information, est conforme aux intérêts de la Société et de ses salariés ;*
- *au regard de ce qui précède, décide d'émettre un avis favorable sur le projet d'Offre ;*
- *recommande aux actionnaires de la Société d'apporter leurs actions à l'Offre, étant rappelé qu'en tout état de cause les actions non présentées à l'Offre Publique de Retrait seront transférées à l'Initiateur dans le cadre du Retrait Obligatoire à l'issue de l'Offre et moyennant une indemnisation identique au prix proposé dans le cadre de l'Offre, soit 17,99 euros par action Lafuma, nette de tout frais ;*
- *approuve le projet de note en réponse ;*

*Ce communiqué ne constitue pas une offre d'acquisition de titres. Le projet d'offre, le projet d'information et le projet de note en réponse restent soumis à l'examen de l'Autorité des Marchés Financiers*

- approuve le projet de communiqué de presse relatif au dépôt du projet de note en réponse qui lui a été préalablement transmis et qui sera publié en application de l'article 231-26 du règlement général de l'AMF ; et
- prend acte de ce que les actions auto-détenues par la Société ne sont pas visées par l'Offre et ne peuvent donc pas être apportées à l'Offre ;
- donne tous pouvoirs au Président-Directeur Général, avec faculté de subdélégation à toute personne de son choix, à l'effet de :
  - finaliser la documentation d'Offre et notamment le Projet de Note en Réponse de la Société,
  - signer et déposer auprès de l'AMF toute la documentation requise dans le cadre de l'Offre, notamment le document « Autres Informations » relatif aux caractéristiques notamment juridiques, financières et comptables de la Société,
  - signer toutes attestations requises dans le cadre de l'Offre Publique de Retrait et du Retrait Obligatoire,

*et plus généralement, faire tout ce qui sera nécessaire pour la bonne réalisation de l'Offre Publique de Retrait et du Retrait Obligatoire, notamment conclure et signer, au nom et pour le compte de la Société, toutes opérations et documents nécessaires et afférents à la réalisation de l'Offre et du Retrait Obligatoire, en ce compris tout communiqué de presse. »*

### **3. INTENTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LAFUMA**

Lors du conseil d'administration du 27 octobre 2020, les administrateurs ont fait part de leurs intentions ci-dessous dans le cadre de l'Offre :

- Monsieur Reiner Pichler, Monsieur Jean-Pierre Millet, Madame Caroline Barbery-Mebrouk, Monsieur Daniel Gemperle, Madame Carine Rosière et Madame Manuela Ottiger ont indiqué ne pas détenir d'actions de la Société
- Calida Holding AG, représentée par M. Sacha Gerber étant l'Initiateur, cette question est sans objet le concernant.

### **4. INTENTIONS DE LA SOCIETE RELATIVES AUX ACTIONS AUTO-DETENUES OU D'AUTO-CONTROLE**

À la date du Projet de Note en Réponse, la Société détient 8.294 de ses propres Actions.

Ces actions ne sont pas visées par l'Offre et ne seront pas apportées à l'Offre.

### **5. RAPPORT DE L'EXPERT INDEPENDANT**

En application des articles 261-1 I 1° et 261-1 II du Règlement général de l'AMF, le cabinet Ledouble, représenté par Madame Agnès Piniot et Monsieur Sébastien Sancho, a été désigné en qualité d'expert indépendant par le conseil d'administration de la Société en date du 16 septembre 2020 (en l'absence d'opposition de l'AMF à cette désignation), avec pour mission de préparer un rapport sur les conditions financières de l'Offre et du Retrait Obligatoire. Les conclusions de ce rapport sont rappelées dans l'avis motivé du conseil d'administration ci-dessus.

*Ce communiqué ne constitue pas une offre d'acquisition de titres. Le projet d'offre, le projet d'information et le projet de note en réponse restent soumis à l'examen de l'Autorité des Marchés Financiers*

**Avertissement :**

*Ce communiqué de presse ne constitue pas une offre d'acquérir les titres. L'offre ne sera réalisée que conformément à la documentation d'offre qui contiendra les termes et conditions complets et définitifs de l'offre. La documentation d'offre sera soumise à l'examen de l'Autorité des marchés financiers et l'offre ne sera ouverte qu'après obtention de la décision de conformité de l'Autorité des marchés financiers. Toute décision relative à l'offre doit se fonder exclusivement sur l'information contenue dans la documentation d'offre.*

*Le présent communiqué a été préparé à des fins d'information uniquement. La diffusion de ce communiqué, l'offre et son acceptation peuvent faire l'objet d'une réglementation spécifique ou de restrictions dans certains pays. L'offre ne s'adresse pas aux personnes soumises à de telles restrictions, ni directement, ni indirectement, et n'est pas susceptible de faire l'objet d'une quelconque acceptation depuis un pays où l'offre ferait l'objet de telles restrictions. En conséquence, les personnes en possession du présent communiqué sont tenues de se renseigner sur les restrictions locales éventuellement applicables et de s'y conformer. Lafuma SA décline toute responsabilité quant à une éventuelle violation de ces restrictions par qui que ce soit.*

---

A propos de LAFUMA SA

Créé en 1930, le groupe LAFUMA SA conçoit, fabrique et commercialise différentes gammes de produits destinés à la pratique des activités de plein air.

Les produits concernent l'équipement de la personne (vêtements, chaussures) et le matériel (sacs, sacs de couchage, tentes, cordes, mobilier de jardin). Les marques de diffusion sont MILLET, LAFUMA et LAFUMA MOBILIER.

LAFUMA SA est coté sur le compartiment C du marché réglementé d'Euronext à Paris (ISIN : FR0000035263).

---

A propos de CALIDA HOLDING GROUP

CALIDA GROUP est un groupe mondial spécialisé dans l'habillement qui a son siège en Suisse.

Il comprend les marques CALIDA et AUBADE sur le segment de la lingerie et les marques MILLET et LAFUMA sur le segment des sports alpins et de l'outdoor ainsi que la marque de mobilier outdoor LAFUMA MOBILIER. Il a réalisé en 2019 un chiffre d'affaires d'environ 404 millions CHF et emploie environ 3 000 personnes.

CALIDA GROUP est coté à la SIX Swiss Exchange.

**Contacts Analystes, Investisseurs et Presse**

NewCap : Valentine BROUCHOT / Emmanuel HUYNH

Tél : +33 (0)1 44 71 94 91 - [lafuma@newcap.eu](mailto:lafuma@newcap.eu)

La société Lafuma SA est cotée sur Euronext Paris. Euroclear : 3526. Reuters : LAFU.PA Bloomberg : LAF